



*Liberté • Égalité • Fraternité*

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

**MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR,  
DE L'OUTRE-MER, DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES ET DE L'IMMIGRATION**

# **LES FINANCES DES COMMUNES DE MOINS DE 10.000 HABITANTS EN 2009**

Collection  
**Statistiques et finances locales**

**Direction générale des collectivités locales**

## Avertissement

Cette publication des « Finances des communes de moins de 10 000 habitants en 2009 » poursuit les changements amorcés dans les publications sur les finances des communes des quatre années précédentes.

La population prise en compte pour déterminer les communes dont la population totale est strictement inférieure à 10 000 habitants en 2009, est celle du recensement de population en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2009 (population millésimée 2006).

En règle générale, les évolutions par rapport à 2008 sont présentées en euros courants et sont calculées sur les montants en euros par habitant. Des calculs à champ constant (c'est-à-dire sur les communes présentes en 2008 et 2009) neutralisent la modification de périmètre. Pour établir l'évolution en euros constants, les montants 2009 sont déflatés par l'indice de prix du PIB tel qu'il est connu en février 2011.

Comme par le passé, l'analyse traite séparément les communes de France métropolitaine de moins de 10 000 habitants et les communes des quatre départements d'outre-mer en raison de leurs spécificités. Les communes touristiques, dont celles du littoral maritime et celles « supports de sports d'hiver », les communes « rurales », périurbaines et pôles urbains, ainsi que les communes de montagne non touristiques sont aussi analysées séparément pour leurs particularités.

Comme pour le guide précédent, le lecteur trouvera l'ensemble de la publication et les tableaux détaillés sur le site de la DGCL : <http://www.dgcl.interieur.gouv.fr/>

En complément, pour avoir une vision plus large sur les finances du secteur communal, c'est-à-dire les communes et les groupements de communes à fiscalité propre, les publications « les finances des communes de plus de 10 000 habitants en 2009 » et « les finances des groupements de communes en 2009 » sont également en ligne.

**Les finances des communes de moins de 10 000 habitants en 2009**  
a été élaboré au Département des études et des statistiques locales  
de la Direction générale des collectivités locales  
par **Karine SOGUET**

*Avril 2011*

Directeur de la publication : **Eric Jalon**

# Les finances des communes de moins de 10 000 habitants en 2009

## Sommaire

<b>Avant-propos</b>	<b>4</b>
<b>Evolution globale en métropole</b>	<b>5</b>
<b>Evolution des budgets des communes de moins de 10 000 habitants (métropole)</b>	<b>6</b>
<b>Volume des dépenses et recettes en 2009 (métropole)</b>	<b>7</b>
<b>Analyse d'ensemble des communes métropolitaines de moins de 10 000 habitants</b>	<b>8</b>
1- Stagnation des dépenses de fonctionnement en 2009	9
2- Stagnation des recettes de fonctionnement en 2009	11
3- Une baisse du niveau d'épargne en 2009	15
4- Une baisse de l'investissement direct en 2009	16
5- Une baisse du recours à l'emprunt et une hausse du FCTVA	17
6- Une baisse de l'endettement des communes en 2009	18
7- Le fonds de roulement au 31 décembre 2009	19
<b>Données financières par strate des communes métropolitaines</b>	<b>20</b>
<b>Evolution des données budgétaires 2008-2009 par strate de population</b>	<b>21</b>
<b>Analyse d'ensemble des communes de moins de 10 000 habitants des départements d'outre-mer</b>	<b>22</b>
<b>Influence de l'intercommunalité</b>	<b>23</b>
<b>Dispersion par rapport à la moyenne pour les communes de métropole</b>	<b>24</b>
<b>Représentations régionales</b>	<b>24</b>
<b>Disparités thématiques</b>	<b>26</b>
<b>Annexes</b>	<b>28</b>
1. Définitions et modes de calcul des concepts utilisés (nomenclature M14)	29
2. Structure de répartition des communes	32
3. Données financières par strate des communes métropolitaines de plus de 10 000 habitants (hors Paris)	33

### **En outre, le lecteur trouvera dans les tableaux détaillés (en ligne) :**

- pour chaque ratio financier étudié, en plus des ventilations par région, par strate de population, une ventilation en fonction de l'appartenance à une structure intercommunale ;
- des analyses par catégorie de communes en fonction de types définis par une situation géographique (montagne, littoral, zonage en aire urbaine) ou par une activité dominante (tourisme).

# Avant-propos

Cet ouvrage présente une synthèse de l'analyse des comptes de gestion des communes de moins de 10 000 habitants sur l'exercice 2009. Il se veut un outil de travail à destination de toute personne s'intéressant à la situation financière d'une ou plusieurs communes. En regroupant de nombreuses données synthétiques, il doit faciliter la comparaison d'une ou plusieurs situations communales à une situation de référence judicieusement choisie.

La mise à disposition d'un grand nombre de ratios (dépenses par habitant, poids de l'annuité de la dette ...) a vocation à rendre cette matière a priori complexe des finances communales plus intelligible et abordable par le plus grand nombre. En effet ces ratios sont calculés pour de nombreux groupes de référence auxquels peuvent vouloir se comparer les communes. La comparaison est d'autant plus riche d'enseignements qu'elle prend en compte les multiples facettes de l'équilibre financier d'une commune. Parmi les grands axes de lecture, on pourra ainsi distinguer :

- le **service rendu** par les communes mesuré par les niveaux et structures des dépenses réelles de fonctionnement,
- **l'effort d'équipement et son financement** mesuré par le niveau des dépenses d'investissement, d'équipement et la structure du financement,
- ou encore **la charge de la dette et la marge de manœuvre** appréhendées par le niveau de la dette, le poids de l'annuité de la dette sur le fonctionnement et le taux d'autonomie financière.

Ces dimensions sont bien sûr interdépendantes et peuvent être complétées par l'étude d'autres points comme les statistiques concernant des éléments non financiers de la commune.

Les données mobilisées pour l'élaboration de cet ouvrage sont issues du recensement général de la population de 1999 et des recensements complémentaires le cas échéant (population totale au 01/01/2009), des comptes de gestion 2009 des communes et des données fiscales rassemblés par la Direction générale des finances publiques (DGFIP).